

Paris, le 19 novembre 2007

Reporters sans frontières
Contact : Jean-François Julliard
Tel : (33) 1 44 83 84 84
E-mail : julliard@rsf.org

Langage : Anglais et **Français**

**Conseil des droits de l'homme – Examen périodique universel
Première session – 7 au 18 avril 2008**

**Contribution de Reporters sans frontières, organisation non gouvernementale dotée du
statut consultatif spécial, à propos de la situation de la liberté de la presse en
INDE**

Exposé de la situation de la liberté de la presse

Dynamiques et protecteurs de leurs libertés, les médias indiens jouent un rôle vital dans le système démocratique du pays. Pourtant, dans les Etats agités par des rébellions séparatistes ou maoïstes, les journalistes sont pris entre plusieurs feux. Par ailleurs, certains politiciens et groupes religieux s'en prennent aux médias qui exposent leurs actes.

Fortes de plus de 60 millions d'abonnés, les chaînes d'informations du câble se sont imposées comme les médias les plus importants du pays. Spécialistes des scoops retentissants, les chaînes de télévision indiennes privées ont commis de graves dérapages déontologiques en 2006. En août, des journalistes de chaînes locales de l'Etat du Bihar ont acheté de l'essence et des allumettes à un désespéré pour qu'il se suicide sous l'œil des caméras.

Le gouvernement de New Delhi a promulgué en novembre 2006 une loi révolutionnaire sur les radios communautaires qui ouvre la voie au développement très attendu des médias de proximité. En début d'année, Raghav FM Mansoorpur 1, animée sans licence par un jeune réparateur d'équipements électroniques dans l'Etat du Bihar, avait été fermée au nom de l'archaïque Indian Telegraphs Act. Ses programmes étaient constitués d'informations locales et de musique. En 2006, le gouvernement fédéral a accordé plusieurs centaines de licences à des radios FM privées, après des années de protectionnisme. La BBC Worldwide a ainsi gagné sept licences pour les principales villes du pays.

L'intrépidité des journalistes indiens leur vaut régulièrement des représailles. Au moins 65 professionnels des médias ont été agressés ou menacés de mort en 2006 par des policiers, des délinquants, des chefs d'entreprise ou des militants politiques. En 2006, deux journalistes ont

été assassinés dans l'exercice de leur travail. Prahlad Goala, d'un quotidien régional dans l'Etat de l'Assam (Nord-Est), a été tué après la publication d'articles dénonçant le népotisme d'un fonctionnaire local. C'est également dans le Nord-Est que le chef du bureau d'un quotidien a échappé à une tentative d'assassinat menée par un groupe armé communiste. Dans l'Etat du Maharashtra (Centre), Arun Narayan Dekate, un jeune correspondant d'un journal régional, a été tué à coups de pierre par des malfrats qu'il avait nommés dans ses articles.

En 2007, une cour de New Delhi a condamné à quatre mois de prison l'éditeur, deux responsables de la rédaction et un dessinateur du journal Mid-Day après qu'ils eurent révélé que l'ancien haut magistrat Y. K. Sabharwal avait autorisé la démolition d'immeubles pour favoriser l'entreprise de son fils. Les quatre condamnés sont sortis libres du tribunal après avoir obtenu une libération sous caution. Ils ont annoncé avoir fait appel de la décision.

Dans l'Etat du Chhattisgarh (Centre-Est), particulièrement touché par la révolte maoïste, les autorités ont sacrifié la liberté de la presse au nom de la lutte contre ce nouveau "terrorisme". Une ordonnance sécuritaire a été adoptée permettant d'emprisonner, pour des périodes allant d'un à trois ans, des journalistes qui auraient rencontrés des rebelles maoïstes. Une dizaine de reporters ont été agressés ou menacés de mort par des policiers ou des membres des milices locales chargées de contrer l'influence maoïste. Au moins deux correspondants du quotidien Hind Sat ont été contraints de cesser leurs activités, de peur des représailles.

Au Cachemire, certains groupes séparatistes, de plus en plus radicaux, ont menacé d'attentats-suicides les opérateurs locaux de télévision par câble. Craignant pour leur sécurité, certains ont décidé de cesser la diffusion de chaînes jugées "obscènes" par les groupes armés. Ces derniers ont également visé des journalistes. En juin 2006, Shujaat Bukhari, correspondant au Cachemire du quotidien national The Hindu, a échappé à une tentative d'assassinat menée par des hommes armés. Les services de sécurité indiens ont également été impliqués dans des attaques contre la presse, comme l'agression, en septembre 2006, de trois reporters, bastonnés par des policiers dans les rues de Srinagar. Par ailleurs, Abdul Rouf, du Srinagar News, et son épouse Zeenat Rouf, ont été arrêtés en novembre 2006 dans des circonstances troubles. De son côté, le photjournaliste Muhammad Maqbool Khokar est détenu depuis le 18 septembre 2004, en vertu d'une loi d'exception sur la sécurité publique. Malgré les demandes de la justice et de la Commission nationale des droits de l'homme, la police a refusé de le libérer.

Mesures prises par l'Etat pour améliorer la situation

Certaines affaires d'agressions, la police a lancé des enquêtes, mais les coupables sont rarement punis.

Au Cachemire, la police n'a pas répondu aux demandes répétées de la Commission indienne des droits de l'homme sur des cas de journalistes emprisonnés.

Collaboration avec les organisations non gouvernementales (ONG)

Les autorités répondent rarement aux demandes et critiques des organisations non gouvernementales.

Recommandations

- . Sanctionner les policiers et militaires coupables d'agressions, de menaces et de détention arbitraires au Cachemire ou au Chhattisgarh.
- . Décriminaliser la diffamation, l'outrage à magistrat ou à la cour et tout délit de presse.
- . Garantir la sécurité des journalistes au Cachemire, au Chhattisgarh ou au Manipur.

Méthodologie

Les informations présentées dans cette note ont été collectées et vérifiées par Reporters sans frontières. L'organisation dispose notamment d'un réseau de correspondants présents dans 130 pays dans le monde ainsi que d'un réseau d'organisations partenaires présents dans une vingtaine de pays.

Dans certains pays, un journaliste peut passer plusieurs années en prison pour un mot ou une photo. Parce que emprisonner ou tuer un journaliste, c'est éliminer un témoin essentiel et menacer le droit de chacun à l'information, Reporters sans frontières, fondée en 1985, œuvre au quotidien pour la liberté de la presse.

Reporters sans frontières
47 rue Vivienne - 75002 Paris – Tel : 33 1 44 83 84 84 – Fax : 33 1 45 23 11 51
rsf@rsf.org - Plus d'informations [Σ www.rsf.org](http://www.rsf.org)